

Trièves RD 1075 : la réunion publique empêchée par une minorité agressive

Alors qu'une centaine d'habitants souhaitait participer à la réunion publique organisée à Clelles sur le projet de sécurisation de la RD 1075, le commissaire enquêteur a dû l'annuler face au comportement agressif de quelques participants...

Par J.-Y.L.M.avec Estelle ZANARDI - 04 févr. 2022 à 18:55 | mis à jour le 04 févr. 2022 à 18:59 - Temps de lecture : 3 min

[1](#) |

| Vu 2322 fois



[La réunion publique sur le projet de la RD 1075](#) programmée ce jeudi à la salle des fêtes de Clelles était attendue. À grand renfort de communiqués et d'une pétition, [le collectif triévois des Lichens l'avait réclamée.](#)

Dans le cadre de l'enquête publique débutée le 3 janvier et prolongée jusqu'au 11 février, le président de la commission d'enquête a demandé au Département qui porte ce projet de sécurisation sur 32 km de voie, d'organiser ce temps d'information et d'échanges. Outre l'accès en présentiel, le Département avait aussi mis en place un système de visioconférence pour permettre de suivre la réunion à distance par visio-conférence ou par téléphone, avec possibilité de poser des questions.

Des cris, des chaises tapées au sol, des sirènes...

Dans la salle, accessible sur présentation du pass vaccinal, une centaine d'habitants ainsi que des élus dont Bernard Perazio, vice-président du Département en charge des routes, Frédérique Puissat, conseillère départementale, Jérôme Fauconnier, président de la Communauté de communes du Trièves avaient pris place.

Alors que seules les règles propres au débat venaient d'être expliquées par l'animateur, une minorité, à l'intérieur de la salle, a exigé que les personnes restées dehors, faute de pass vaccinaux, puissent malgré tout

entrer. Une demande à laquelle le président de la commission d'enquête, dirigeant la réunion comme Alain Roche, maire de Clelles se sont opposés.

Ce refus a immédiatement entraîné un déchaînement de cris, des violences verbales envers l'animateur, des chaises tapées au sol, le tambourinage des portes et des sirènes déclenchées à l'extérieur. Le président de la commission a appelé à plusieurs reprises au calme tandis que l'exaspération gagnait. Dans ce climat de tension palpable et d'intimidation, il a alors coupé court à cette réunion avant même son commencement.

De nombreuses personnes sont reparties déçues et choquées. Quant au Département [*lire par ailleurs*], il condamne fermement « le musellement du débat par un groupe minoritaire violent ».

► Bernard Perazio : « Je suis atterré par une telle violence »

Au lendemain de la réunion publique annulée, Bernard Perazio, vice-président du Département en charge des mobilités, ne mâche pas ses mots. « Je suis atterré par une telle violence. Ces extrémistes ont muselé la parole publique et empêché toute possibilité de débat pour ou contre le projet porté par le Département. Saboter cette réunion n'a conduit qu'à empêcher l'information des habitants concernés. Au-delà de l'exaspération, c'est l'incompréhension. La RD1075, sur le linéaire où nous souhaitons renforcer la sécurité, est un des axes les plus meurtriers de l'Isère. Depuis 10 ans, les 280 accidents recensés sur ce tronçon ont fait 8 morts, et 109 blessés. C'est pour éviter que de tels drames ne se reproduisent que la sécurisation de cette voie stratégique demeure notre priorité », souligne-t-il.

Le sentiment est partagé par la conseillère départementale Frédérique Puissat : « Les personnes présentes venaient de tous les villages du Trièves, soucieuses de s'informer d'un projet les concernant. Beaucoup sont reparties choquées par ces extrémistes qui ont bafoué la démocratie. C'est affligeant, inadmissible ».